

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1142^e
SÉANCE**

Lundi 6 novembre 1967,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 46 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Activités opérationnelles pour le développement (suite):</i>	
a) <i>Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration;</i>	
b) <i>Activités entreprises par le Secrétaire général</i>	189
<i>Organisation des travaux de la Commission. . .</i>	191

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite)
(A/6703, chap. XIII, sect. I et II; A/C.2/L.969):

- a) *Activités du Programme des Nations Unies pour le développement: rapports du Conseil d'administration (A/6809, E/4297, E/4398);*
- b) *Activités entreprises par le Secrétaire général (A/6841)*

1. M. FRANZI (Italie) rappelle que, deux ans auparavant, l'augmentation continue du volume des demandes d'assistance technique et de projets de préinvestissement rendant nécessaire une meilleure coordination entre tous les organes intéressés aux activités d'assistance, l'Assemblée générale a été amenée à adopter la résolution 2029 (XX) en date du 22 novembre 1965 par laquelle le Fonds spécial et le Programme élargi d'assistance technique ont été fusionnés en un seul Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Toutefois les difficultés qui, à l'époque, ont empêché une fusion complète des activités ont encore des incidences négatives sur le PNUD, et la délégation italienne estime que le moment est arrivé de réexaminer les méthodes de travail du programme et d'y proposer des améliorations.

2. La procédure d'approbation des projets par le Conseil d'administration, par exemple, laisse à désirer, et la délégation italienne entend présenter à la cinquième session du Conseil d'administration des propositions détaillées concernant la création d'un comité du programme. Les méthodes utilisées pour tenir les Etats Membres informés des relations courantes entre la direction du Programme et les agents chargés de l'exécution ne sont pas plus satisfaisantes. Habituellement, les seuls renseignements fournis sur ce qui se passe aux réunions du Bureau consultatif interorganisations prennent la forme d'un bref communiqué indiquant que le Bureau a examiné dans un

esprit d'harmonie et de coopération totales les problèmes d'intérêt commun, y compris le programme de préinvestissement à soumettre au Conseil d'administration. Toutefois, certains éléments comme les rapports que le Directeur a présentés au Conseil d'administration, à ses troisième et quatrième sessions, sur l'amélioration du système de recrutement des experts et sur le recours aux sous-traitants, donnent à penser qu'il faut étudier le plus tôt possible les relations entre le PNUD et les institutions spécialisées, afin de donner à l'administration toute l'autorité voulue pour centraliser la présentation des projets, contrôler leur exécution, procéder à leur évaluation et uniformiser les systèmes de recrutement des experts et de recours aux sous-traitants. Ce n'est qu'à cette condition que le Programme pourra utiliser efficacement les contributions qui lui sont annoncées.

3. La délégation italienne a été heureuse d'apprendre que, sur les quelque 2 milliards de dollars d'investissements stipulés par des projets du Fonds spécial du PNUD, 800 millions de dollars provenaient de l'épargne intérieure des pays bénéficiaires. Elle espère toutefois que l'administration du PNUD pourra indiquer dans quelles proportions les organismes financiers nationaux, publics ou privés, d'une part, et les banques internationales et régionales, d'autre part, ont contribué aux 1 200 millions de dollars restants. On a de plus en plus tendance à ne s'intéresser qu'aux institutions financières internationales telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement comme sources de financement du développement, au détriment d'autres investisseurs possibles, et la délégation italienne espère qu'à l'avenir le PNUD se servira de son bulletin mensuel et d'autres moyens d'information pour faire connaître les possibilités d'investissement créées par ses projets.

4. En terminant, M. Franzi dit que sa délégation appuiera le projet de résolution recommandé pour adoption par l'Assemblée générale contenu dans la résolution 1250 (XLIII) du Conseil économique et social.

5. M. WODAJO (Ethiopie) dit qu'une des tristes ironies de la vie internationale actuelle est que la capacité croissante des pays à faible revenu d'utiliser efficacement plus de capitaux et de connaissances techniques ne s'est pas accompagnée d'un accroissement correspondant de l'aide des pays à revenu élevé. En fait, si les tendances actuelles en matière d'aide se poursuivent, les perspectives d'un accroissement substantiel du volume des fonds pour les programmes des Nations Unies sont vraiment sombres. En dépit de leurs efforts, les pays en voie de développement approchent rapidement de la limite de leur capacité

d'accroître leurs contributions: l'accroissement de leur contribution de contrepartie pèse déjà lourdement sur leurs économies budgétaires. En revanche, la plupart des pays développés sont en mesure de renforcer leur assistance et ceux qui ne peuvent accroître le volume total de leur aide devraient au moins s'efforcer d'en consacrer une plus grande part aux institutions et aux programmes des Nations Unies. La délégation éthiopienne espère également que l'on pourra amener les pays développés à fournir de l'aide sous forme de services et de matériaux, à titre de complément, et non de remplacement, de leurs contributions financières.

6. Il est possible que certains pays donateurs éprouvent des difficultés à accroître leur aide en raison des réticences de l'opinion publique à reconnaître que ces dépenses sont nécessaires, mais, grâce à ses activités d'information, l'ONU peut grandement contribuer à éduquer ceux qui influent sur l'opinion publique à cet égard. L'Organisation doit faire comprendre à l'opinion publique des pays développés que l'aide dans le cadre des Nations Unies n'est pas une charité, mais qu'elle sert à promouvoir l'harmonie et l'interdépendance internationales et que le courant des investissements et des connaissances techniques favorise l'expansion du commerce international au bénéfice de tous.

7. L'expansion satisfaisante des activités de l'élément Fonds spécial du PNUD ne doit pas faire oublier la nécessité d'un examen de l'ampleur des programmes de préinvestissement. De l'avis de la délégation éthiopienne, en insistant trop sur le préinvestissement, on risque de réduire le montant des ressources susceptibles d'être consacrées aux projets pilotes et aux projets de démonstration, qui sont très utiles. Toutefois, le Programme a démontré qu'il était capable de s'adapter aux besoins changeants du développement, en raison surtout de son association avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et les nouvelles procédures de programmation envisagées pour l'élément Assistance technique du PNUD dans la résolution 1250 (XLIII) du Conseil renforceront sans aucun doute cette faculté d'adaptation. Qui plus est, les nouvelles procédures aideront les pays bénéficiaires à intégrer leurs demandes d'aide dans le processus de leur planification nationale.

8. Les gouvernements de plusieurs pays africains ont décidé de mettre en commun, à l'échelon régional, leurs ressources aux fins du développement. C'est là une décision dictée par des considérations économiques, la plupart d'entre eux étant trop exigus pour amorcer une croissance autonome. La délégation éthiopienne croit par conséquent qu'il faudrait revoir le plafond imposé par le Programme aux allocations destinées aux projets régionaux en tenant compte de la nouvelle stratégie du développement qui se dessine.

9. Elle espère que l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le PNUD au sujet des fonctions des représentants résidents sera imité par d'autres agents chargés de l'exécution. Le renforcement du rôle des représentants résidents aidera sans aucun doute tant les gouvernements que toutes les institutions des Nations Unies.

10. Pour terminer, M. Wodajo dit que les pays développés peuvent contribuer dans une large mesure à résoudre le problème du recrutement du personnel technique. Il faudrait les prier instamment de lancer des campagnes nationales avec la participation des gouvernements et des institutions techniques et de recherche et d'offrir des stimulants à leurs ressortissants pour qu'ils se portent volontaires pour servir la communauté internationale.

11. M. HADJIMILTIS (Chypre) dit que la question dont est saisie la Deuxième Commission est l'une des rares qui aient trait aux véritables instruments de promotion du progrès économique et social de tous les peuples: les institutions qui organisent les programmes de développement, et les contributions financières nécessaires pour les exécuter. Le Directeur du PNUD l'a souligné lorsqu'il a dit: "Il y a en puissance dans le monde pratiquement tout ce dont on a besoin pour accélérer le processus du développement — l'argent, les talents, les connaissances théoriques, l'équipement, les institutions nationales et internationales." (A/C.2/L.968 et Corr.1, p. 7.) Aussi ce qui compte désormais c'est le désir de tous les intéressés de contribuer au processus du développement et, plus spécialement, d'aider le PNUD à atteindre l'objectif de 350 millions de dollars fixé pour les contributions en 1970.

12. La contribution impressionnante du Programme au développement mondial est confirmée par des réalisations telles que le taux de rendement des projets de préinvestissement (qui est de 40 pour 1 dans le cas de 39 projets) et la formation technique donnée à 300 000 ressortissants de pays à faible revenu. De surcroît, la présence dans les pays en voie de développement de 6 500 experts de diverses nationalités a beaucoup contribué à la coopération et à l'entente internationales.

13. Le Programme a prouvé qu'il était capable de résoudre brillamment les problèmes que suscite nécessairement son activité; les procédures de programmation nouvelles et souples, ses activités dans le domaine de l'information et de l'éducation, la création d'une division chargée spécialement de l'évaluation et ses efforts constants en vue d'élargir le recrutement des experts en apportent la preuve. De même, les efforts qu'il déploie pour renforcer le rôle des représentants résidents du PNUD permettront d'éviter les doubles emplois et de réduire les coûts.

14. Depuis que Chypre a accédé à l'indépendance, son développement économique s'appuie dans une large mesure sur les programmes d'assistance technique des Nations Unies et des institutions spécialisées. La Commission de planification de Chypre a élaboré des projets de développement bien conçus qui ont permis au gouvernement de réaliser, avec le concours du PNUD, presque tous les objectifs de son premier plan quinquennal de développement économique. La participation du PNUD aux activités de développement dans son pays a porté sur une large gamme de projets: mise en valeur des ressources hydrauliques, agriculture, tourisme, formation technique, développement industriel et industries extractives; elle a prouvé à quel point un programme de coopération technique peut être efficace quand il est

bien conçu et énergiquement appuyé par le gouvernement bénéficiaire. Par suite de ces mesures, le revenu national per capita a augmenté de plus de 6 p. 100 par an au cours des dernières années et l'on compte maintenir ce taux d'accroissement, voire l'améliorer dans l'avenir. Aussi la délégation de Chypre saisit-elle cette occasion de remercier tous ceux qui ont contribué à des résultats à ce point satisfaisants.

15. M. AITKEN (Jamaïque) dit que les réalisations du PNUD ont montré qu'il est un des rouages les plus importants des Nations Unies, et que sa délégation appuie sans réserve l'importante déclaration de politique générale faite par le Directeur du PNUD à la 1137ème séance. Le fait que les pays qui ont un revenu par habitant relativement faible tendent à souffrir le plus de l'instabilité politique n'est qu'une des raisons qui devraient inciter les Etats Membres à maintenir leurs efforts en vue de doter le PNUD de ressources suffisantes. L'objectif de 350 millions de dollars pour 1970 répond à une nécessité et le Gouvernement jamaïcain, fermement convaincu qu'une plus grande prospérité conduira à une paix plus stable, ne faiblira pas dans ses efforts pour en faciliter la réalisation.

16. La décision d'aider à créer des entreprises industrielles pilotes démontre la capacité du PNUD de s'adapter aux circonstances nouvelles sans renoncer à ses objectifs premiers, et la délégation jamaïcaine est convaincue que le Programme fera preuve dans ce domaine de la même énergie et de la même prévoyance qu'il a déjà montrées dans ses activités de préinvestissement, de formation professionnelle et de coopération technique.

17. Dans son intervention à la 1109ème séance, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a déclaré que le Fonds d'équipement des Nations Unies devait être coordonné aussi étroitement que possible avec tout ce qui existe déjà, conception qui a été réitérée à la Conférence des Nations Unies d'annonces de contributions au Fonds qui a eu lieu en octobre 1967. La délégation jamaïcaine estime qu'il faut étudier la possibilité d'associer étroitement le Fonds au PNUD et tient à suggérer, sans préjudice de toute décision que la Commission pourrait prendre lorsqu'elle examinera le point pertinent de l'ordre du jour, que des négociations officielles soient entamées dès que le Fonds aura des représentants dûment désignés. Ces négociations pourraient permettre au PNUD de pénétrer, une fois son mandat modifié dans le sens voulu, dans un domaine où il pourrait assurer le financement complémentaire de projets qui ne suscitent pas spontanément ce genre d'investissements. Ces négociations pourraient en outre avoir pour objectif de permettre à tous les pays de participer aux activités du Fonds. Comme M. Aitken l'a déclaré à la Conférence d'annonces de contributions au Fonds, les institutions multilatérales actuelles ne peuvent pas toujours s'intéresser aux petites entreprises industrielles et le Fonds comblerait cette lacune.

18. De toute évidence, l'administration du PNUD se rend compte qu'il est indispensable d'accélérer l'exécution des programmes si l'on veut qu'ils produisent l'effet voulu sur l'économie d'un pays et sur

l'idée que sa population se fait des Nations Unies. Cela a été prouvé très récemment par le rapport préparé par la mission préparatoire du PNUD^{1/} sur la Banque antillaise de développement, projet qui témoigne éloquemment de la souplesse du PNUD. Si, comme il en est question, on adoptait un système de programmation continue pour l'élément Assistance technique du PNUD, les procédures administratives du Programme s'en trouveraient assouplies encore davantage, et la délégation jamaïcaine appuie sans réserve le projet de résolution contenu dans le paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1250 (XLIII) du Conseil économique et social.

19. Le PRESIDENT suggère que la Commission prenne note des rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses troisième et quatrième sessions (E/4297 et E/4398).

Il en est ainsi décidé.

20. Le PRESIDENT appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution contenu dans le paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1250 (XLIII) du Conseil économique et social relatif aux nouvelles procédures de programmation en ce qui concerne la préparation, l'approbation et l'exécution pour 1969 et les années suivantes des projets entrepris au titre de l'élément Assistance technique du PNUD. En l'absence de toute objection, il considérera que la Commission approuve ce projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

21. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa quarante-troisième session le Conseil économique et social a décidé, sur recommandation du Conseil d'administration du PNUD, d'inviter l'Assemblée générale à reconduire à sa vingt-deuxième session les dispositions de sa résolution 1946 (XVIII), modifiée par sa résolution 2179 (XXI), afin que les fonds de l'élément Assistance technique du PNUD puissent continuer à être utilisés pour l'envoi de personnel d'exécution, à la demande des gouvernements, par toutes les organisations participantes chargées de l'exécution, pendant toute la période du programme commençant le 1er janvier 1969. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission accepte de recommander à l'Assemblée générale de donner, à titre provisoire, l'autorisation de continuer à utiliser les fonds en question pour l'année 1969.

Il en est ainsi décidé.

22. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) présente, au nom de sa délégation et des délégations tunisienne et voltaïque, un projet de résolution (A/C.2/L.969) sur la question à l'étude.

Organisation des travaux de la Commission

23. M. CVOROVIC (Yougoslavie) annonce que sa délégation se propose également de soumettre sous peu un projet de résolution concernant le point 46 de l'ordre du jour.

24. M. FRANZI (Italie), appuyé par M. VARELA (Panama), suggère que la Commission suspende ses travaux quelques jours pour permettre aux délégations

^{1/} Document SF/310/REG.111, en anglais seulement.

d'étudier les projets de résolution relatifs au point 46.

25. M. DJOUDI (Algérie) dit qu'à la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui s'est tenue à Alger en octobre 1967 il a été décidé qu'un certain nombre d'équipes ministérielles seraient chargées d'expliquer les objectifs que ces pays s'efforceront d'atteindre à la deuxième session de la CNUCED qui aura lieu à New Delhi. Une de ces équipes assistera aux débats de la Commission sur le point 38 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)

et, puisqu'elle n'arrivera pas à New York avant le 15 novembre, il suggère de renvoyer à cette date l'examen de cette question.

26. Après une discussion de procédure, le PRÉSIDENT propose que la Commission, après sa séance du lendemain, interrompe ses travaux pour quelques jours et renvoie au 15 novembre l'examen du point 38.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.